



Le ras le bol des restructurations, des dégradations du service public, des suppressions d'emplois, du démantèlement du service de proximité se répand et se fait entendre dans le réseau Finances Publiques !

En Bourgogne, les suppressions de SIE, de CDIF, de services de la redevance audiovisuelle, les fermetures de trésoreries et les fusions de service vont déjà bon train !

> Ainsi, par exemple, dans l'Yonne : fermetures de Trésoreries de Chéroy et l'Isle sur Serein au 01/01/2017 ; rapprochement des 2 pôles enregistrements sur les SPF de Sens et Auxerre au 01/09/2017 ; fusion des 2 SPF d'Auxerre au 01/09/2017 et de celui de Joigny avec Sens au 01/09/2017 (*à terme, il n'y aura plus que 2 SPF dans le département*) ; transferts des SIE vers ceux de Sens et Auxerre au 01/01/2017;

> Dans la Nièvre : fermeture du SIE de Château-Chinon ; fermetures des trésoreries de Tannay, Saint Benin d'Azy, Dornes ; pôle enregistrement intégré au SPF de Nevers au 1/11/2016 ; fermeture du SPF de Cosne ;

> En Côte d'Or : création d'un Service Départemental des Impôts Fonciers à Dijon avec intégration des cadastres de Beaune, Montbard et Semur ; fusion des SIE de Dijon Nord et Dijon Sud et du SIE de Chatillon avec Dijon Nord au 1/01/2017 ; intégration du pôle enregistrement du SIE de Dijon Nord vers le SPF au 01/03/2017 ;

> En Saône et Loire : vous le savez, c'est la poursuite du dynamitage des CDIF du département avec la création de cellules foncières communes à Chalon-Montceau et Charolles-Paray au 1/04/2017 ; création de deux SPF-E à Chalon et Mâcon au 1/09/2017 ; fermeture programmée de la trésorerie de Cuiseaux avec, dans un premier temps, le transfert du recouvrement de l'impôt au SIP de Louhans au 1/01/2017. Si l'on se fie aux échanges qui ont eu lieu en CTL le 21/04/2016, les années 2017-2018 risquent d'être *douloureuses* pour notre réseau tant au niveau des annonces que des actes !

>En Conclusion : pour répondre à des restrictions budgétaires, la DGFIP continue à casser des savoir-faire, des compétences, des missions spécifiques !

↳ Ainsi, deux décennies ont suffi pour fermer plus d'une quinzaine de trésoreries rurales dans le département : Saint Gengoux le National, Saint Bonnet de Joux, Saint Léger sur Dheune, Montpont, Montret, Salornay sur Guye, Issy l'Evêque, Saint Christophe, Montchanin, Palinges, Mervans, Saint Léger sous Beuvray, Saint Germain du Plain, Saint Martin en Bresse, Givry... Verdun et Cuiseaux sont ciblées comme étant les prochaines fermetures ;

↳ 99 emplois ont été supprimés en cinq ans alors que les charges de travail n'ont pas diminué et que les nouvelles technologies génèrent de nouveaux traitements ;

↳ dans la dernière décennie, les restructurations n'ont pas épargné le département : constitution des Pôles Enregistrement, des Pôles Contrôle Expertise, des Pôles Recouvrement Forcé puis Pôles Recouvrement Spécialisé, des Pôles Contrôle Revenus Patrimoine, des Services de Publicité Foncière, des PELP, des PTGC, dislocation des CDIF, du Contrôle de la redevance audiovisuelle, constitution des SIP, des SIE, etc.

La CGT Finances Publiques 71 ne se satisfait pas des orientations

retenues qui attaquent notre réseau et nos missions.

Dès lors, nous militons et agissons, au contraire, pour un renforcement du réseau des finances publiques sur le territoire. C'est ce qui nous pousse à agir, par exemple, en faveur de la préservation des sites de Verdun et de Cuiseaux. Nous dépassons ainsi le simple constat des attaques contre notre réseau.

Nous réfutons l'argument de la DG, et repris en local, "qu'il nous faut nous adapter pour ne pas disparaître".

➤ **Jusqu'où irons-nous dans la régression en dégainant sans cesse ces éléments de langage ?** Nous craignons que ce *modèle* de (contre-)réforme, déjà mis en oeuvre dans le secteur privé (voir *Continental*, voir *Goodyear*, voir *Air France*, etc) n'aboutisse plutôt à **"s'adapter POUR disparaître"**.



➤ Nous ne le rappellerons jamais assez : ce sont des choix politiques qui décident du sort de notre administration. De l'argent, il y en a...mais pour d'autres secteurs et en particulier pour celui qui ne s'accommode pas de nos missions de contrôles...! **Pourtant, nous le savons tous, notre**

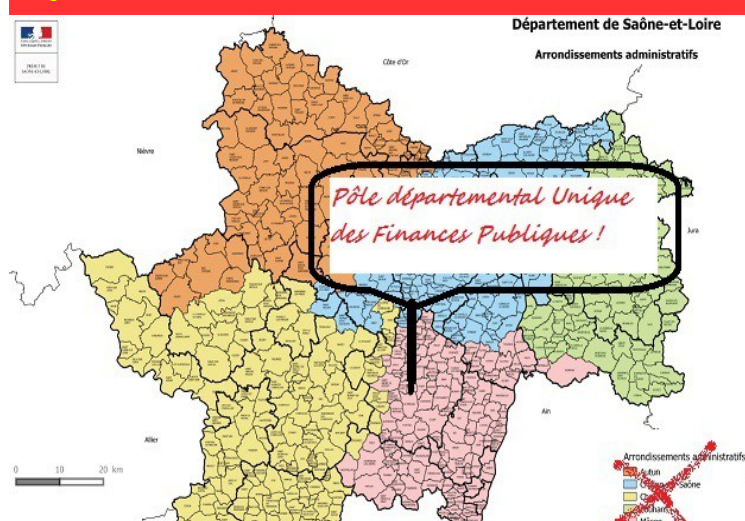
administration a un rôle primordial dans le rétablissement des finances publiques. Toutefois, prenons le temps d'analyser la dernière décennie écoulée dans notre administration. Bon nombre de réformes (*définition de "réforme" : changement de caractère profond, radical apporté à quelque chose, en particulier à une institution, et visant à améliorer son fonctionnement. Corriger, changer en bien ou en mieux*) ont été entreprises. **Il est impératif de confronter la succession des réformes aux résultats finalement produits.**

➤ Où sont les *progrès* ? Dans l'emploi ? Les conditions de travail ? Les budgets ? Les services rendus ? Les rémunérations ? Les règles de gestion ? Les droits et garanties ?

Comme la population, dont nous sommes parties intégrantes, nous devons nous adapter à toujours moins, alors que d'autres ne cessent d'en accumuler toujours plus !

C'est pour cette raison que nous continuerons à revendiquer d'autres voies sur la base de nos propositions. Mais pas sur le mode de *"l'accompagnement"* très prisé actuellement.

La CGT Finances Publiques appelle les agents à s'emparer de ces sujets et interviendra, avec eux, auprès de l'administration, par



Ce que pourrait être le réseau des finances publiques bien adapté au monde moderne !

toute forme d'action, pour faire entendre leurs revendications. Ce n'est pas de ce monde moderne-là que nous voulons !

Défendons nos services !

Défendons nos missions !

Défendons nos savoirs !